

## LES FAITS MARQUANTS DE WGRI 3

LUNDI 24 MAI 2010

Troisième réunion du Groupe de travail sur l'examen de l'application (WGRI 3) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'est ouverte lundi au siège du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi, Kenya. Les délégués se sont réunis en séance plénière pour entendre les déclarations d'ouverture, examiner les questions d'organisation et les points concernant les progrès accomplis dans la poursuite de l'objectif de 2010 relatif à la diversité biologique, la révision du Plan stratégique pour la période post-2010, et le programme de travail pluriannuel (PTPA) de la Convention pour la période 2011-2022.

### SÉANCE PLÉNIÈRE

Le lundi matin, Jochen Flasbarth, représentant de la présidence de la CdP-9, en sa qualité de président, a ouvert la réunion en soulignant les tâches du WGRI, notamment: la révision des objectifs et des indicateurs de la biodiversité, la révision et la mise à jour du Plan stratégique et du PTPA; et la mobilisation des ressources.

Angela Cropper, Directeur exécutif adjoint du PNUE, a mis l'accent entre autres sur: le renforcement des interfaces science-politique; la contribution du secteur privé à l'économie verte; la création des synergies entre les conventions liées à la diversité biologique; et le fait qu'un régime international sur l'accès et le partage des avantages (ABS) reconnaîtrait et récompenserait la bonne gestion de la biodiversité. Ahmed Djoghlaif, le Secrétaire exécutif, a pris note de la participation financière en cours du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et a exhorté les pays à finaliser les rapports nationaux avant la CdP-10.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les délégués ont élu Somaly Chan, Cambodge, rapporteur et ont adopté, sans amendement, l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/WG-RI/3/1 et Add.1)

### PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA POURSUITE DE L'OBJECTIF DE 2010 RELATIF À LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE :

Flasbarth, le président, a introduit les documents relatifs à la mise en œuvre du Plan stratégique, un examen détaillé des objectifs 1 et 4 du Plan stratégique et un examen plus approfondi des besoins en matière de renforcement des capacités (UNEP/CBD/WG-RI/3/2, Add. 1-3). À propos du renforcement des capacités et de la lutte contre la pauvreté, la NORVÈGE a noté que le secrétariat devrait jouer un rôle de facilitateur. En ce qui concerne le secteur privé et l'environnement, elle a insisté sur le rôle des gouvernements dans la création d'un environnement favorable. L'Union européenne (UE) a noté que les questions relatives à l'intégration de la biodiversité dans la lutte contre la pauvreté et l'engagement du secteur privé dans les questions environnementales seront examinées à la CdP-10, en même temps que les autres initiatives. La JORDANIE a souligné que les

initiatives impliquant le secteur privé devraient être traitées dans le cadre du Plan stratégique. Le Japon a insisté sur l'appui à fournir aux parties pour la mise en œuvre du Plan stratégique.

Le CANADA a demandé des précisions sur la mise en place d'un groupe ad hoc d'experts techniques (GSET) sur l'environnement et la lutte contre la pauvreté. Le délégué des PHILIPPINES a souligné que le GSET sur la biodiversité et la lutte contre la pauvreté devrait identifier les causes profondes de la pauvreté et la manière de les éradiquer.

En réponse à certaines préoccupations exprimées, le Secrétaire exécutif Djoghlaif a précisé que des documents relatifs aux points qui seront examinés à la CdP-10, comme par exemple les documents sur le secteur privé et la biodiversité, ont été remis au WGRI pour lui donner la possibilité de fournir des orientations au secrétariat sur la finalisation de la préparation de ces documents pour la CdP-10.

BRESIL a souligné que la troisième édition du Global Biodiversity Outlook (GBO 3) constitue un outil important pour l'intégration de la biodiversité et que le transfert de technologies et la coopération dans le cadre de la Convention ont été très limités. Le MALAWI et le NIGER, au nom du GROUPE AFRICAÏN, ont indiqué que la plupart des pays africains ont entrepris des activités de mise en œuvre, mais que la pénurie des ressources et la faible participation des parties prenantes ont entravé les efforts de mise en œuvre et l'intégration. Le YEMEN a mentionné l'insuffisance des ressources financières, les programmes de formation, et la volonté politique comme raisons de cet échec global à la réalisation de l'objectif 2010 relatif à la biodiversité. Il a appelé au renforcement de la coopération régionale, sous-régionale et internationale pour mobiliser les ressources financières et l'expertise nécessaires à la réalisation des nouveaux objectifs. Le représentant des Îles Cook, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE et du Turkménistan, a souligné la nécessité d'un financement pour appuyer le renforcement des capacités dans les pays en développement.

L'INDE a noté l'absence de progrès suffisants sur l'objectif 2 relatif au renforcement des capacités, et a déclaré que le cadre provisoire pour le renforcement des capacités ne devrait pas remplacer les engagements contraignants de la CDB. La NOUVELLE ZELANDE a suggéré de focaliser sur les objectifs fondamentaux de la CDB, afin d'éviter les chevauchements avec les mandats des autres conventions. Le MEXIQUE a noté que les ressources financières et humaines doivent être proportionnelles aux ambitions de mettre en œuvre le Plan stratégique. L'ARGENTINE a appelé à l'établissement d'un GSET sur le renforcement des capacités et le transfert de technologies et à la participation du secteur privé dans les initiatives de la biodiversité. L'IRAN a souligné l'importance de l'intégration de la diversité biologique dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté.

La SUISSE a relevé l'importance de l'étude intitulée «l'Économie des écosystèmes et la biodiversité» (TEEB) dans la sensibilisation sur la valeur économique de la biodiversité.

La TANZANIE a appelé à des programmes visant à explorer les liens entre les questions sexo-spécifiques et la diversité biologique.

LE FORUM INTERNATIONAL AUTOCHTONE SUR LA BIODIVERSITÉ (FIAB) a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la participation de la société civile et a noté que l'utilisation coutumière durable peut contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que des objectifs de la période post-2010 relatifs à la biodiversité. L'EcoNexus, au nom de l'ECOROPA, a souligné que la protection de la biodiversité a besoin, non pas d'un équilibre dans les approches, mais plutôt de bonnes approches, y compris celles qui sont culturelles et socio-économiques.

**RÉVISION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LA PÉRIODE POST- 2010 :** Flasbarth, le président, a introduit les documents pertinents (UNEP/CBD/WGRI/3/3, Add.1-2, 7, 8, 9, 11, 12 et 14). Soulignant l'importance de ce point de l'ordre du jour, il a proposé une lecture rapide en vue des discussions informelles qui auront lieu pendant la semaine.

Rappelant l'histoire pré-2010, l'AFRIQUE DU SUD a mis l'accent sur le partage des avantages et le renforcement des capacités. La NORVEGE a préféré insister davantage sur les services écosystémiques et le partage des avantages et, pour ce qui est de la communication, sur un slogan concis et des liens clairs à un tableau plus grand. L'UE a souligné l'importance des services écosystémiques pour l'humanité et que la mission et le message du Plan stratégique doivent être clairs. La SUISSE a déclaré que la vision et la mission devraient promouvoir la participation du public et comporter un échéancier précis. Soulignant son engagement à envoyer un message fort de la COP-10, le JAPON a attiré l'attention sur un projet de décision diffusé, invitant l'Assemblée générale des Nations Unies à envisager la proclamation de la période 2011-2020, Décennie de la biodiversité. L'INDE a souligné l'implication de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre et la sensibilisation, et a proposé la suppression d'une référence à la suppression ayant 2020, des subventions qui nuisent à la biodiversité. Le BRÉSIL a souligné la pénurie des ressources financières, humaines, techniques et technologiques dans les pays en développement, et a déclaré que la mise en œuvre de la CDB doit s'adapter aux diverses situations nationales. Il a également souligné le rôle de la CDB dans la diffusion et dans l'intégration de la biodiversité par le biais du partage des «histoires de réussite».

Le KENYA, appuyé par le MALAWI, a souligné la nécessité d'avoir des stratégies financières claires pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs. L'INDONÉSIE a déclaré que certains des objectifs exigent des ressources financières «énormes», et devraient par conséquent être modérés à des niveaux plus réalistes pour les pays en développement. La BOSNIE a appelé à «l'harmonisation des niveaux de référence» pour évaluer et voir si les objectifs ont été atteints dans les différents pays. La NOUVELLE ZELANDE a noté que la perte de biodiversité est en cours, notamment en raison de données de base limitées et des méthodes de mesure de la réussite. L'ETHIOPIE a réclamé des objectifs qui reflètent la nécessité de restaurer et de récupérer les paysages dégradés. Le CANADA a recommandé des objectifs mesurables, réalisables et réalistes, soulignant l'engagement des secteurs spécifiques et des gouvernements infranationaux. Avec l'AUSTRALIE, le CANADA a exprimé des réserves quant aux mécanismes et instruments additionnels pour la mise en œuvre et la conformité. La JORDANIE a insisté sur la mise en œuvre des mécanismes de soutien et sur l'importance du développement des ressources humaines.

L'IRAN a mis l'accent sur la nécessité de focaliser sur la résilience de la biodiversité et les services écosystémiques, et a demandé de supprimer dans le texte, la collaboration entre les conventions relatives à la biodiversité.

La CHINE a parlé de la nécessité pour le Plan stratégique : d'intégrer la biodiversité dans l'élaboration des politiques sectorielles et intersectorielles; de supprimer les obstacles à la réalisation des objectifs; d'appuyer le renforcement des capacités; et de faire preuve de souplesse. CUBA a souligné l'importance des stratégies et plans nationaux. L'ARGENTINE a déclaré que le Plan stratégique devrait servir de cadre souple au sein duquel les objectifs locaux, régionaux et nationaux peuvent être fixés.

Le FIAB a demandé l'inclusion dans le Plan stratégique, des mécanismes de participation qui facilitent la participation des communautés locales et autochtones, reconnaissent et protègent

les connaissances et pratiques traditionnelles. L'UICN a réitéré la nécessité de résister à la pression visant à réduire le niveau d'ambition pour la cible de 2020, si les objectifs doivent être atteints. L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a souligné le rôle de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) dans le traitement des cibles et des indicateurs, à travers son plan d'action mondial.

Flasbarth, le président, a conclu ce point de l'ordre du jour en rappelant qu'un groupe de contact, co-présidé par Ashgar Fazel, d'IRAN et Finn Katerås de NORVEGE, sera constitué pour aider le président à préparer un texte pour examen par la plénière, sur la base du document UNEP / CBD/WGRI/3/3, des interventions des parties, et des apports de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT) à la CDB contenus dans le document UNEP/CBD/WGRI/3/3 Add. 2.

**PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL 2011-2022, RAPPORTS NATIONAUX ET PÉRIODICITÉ DES RÉUNIONS:** Flasbarth, le président, a introduit les documents sur le PTPA 2011-2022 (UNEP/CBD/WGRI/3/5), les rapports nationaux (UNEP/CBD/WGRI/3/6, Add.1 - 2) et la périodicité des réunions de la CdP (UNEP/CBD/WGRI/3/11). Le JAPON a souligné la relation entre le PTPA et le Plan stratégique et a plaidé pour la révision conséquente des deux documents. L'OUGANDA a proposé de se concentrer sur la restauration des écosystèmes. La NOUVELLE ZELANDE a plaidé contre la nécessité de mécanismes supplémentaires pour aider les parties à honorer leurs engagements en matière de mise en œuvre, et, avec l'IRAN et la CHINE, a indiqué qu'il serait prématuré de faire des références spécifiques à la création d'une Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Faisant écho à la NOUVELLE ZELANDE, l'ARGENTINE a réaffirmé qu'un mécanisme de mise en œuvre n'est pas nécessaire, soulignant que le travail doit être fait dans le cadre des Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB). Le CANADA a donné la priorité à un programme de travail conjoint entre les conventions de Rio, tandis que la CHINE et l'IRAN ont exprimé des réserves.

Attirant l'attention sur un ordre du jour de plus en plus complexe, le BRÉSIL a proposé de convoquer une CdP tous les trois ans, tandis que le MEXIQUE a souligné la nécessité d'inclure les questions nouvelles et émergentes. La SUISSE a insisté sur la nécessité de traiter les processus et les activités susceptibles d'avoir des effets négatifs importants et a exprimé sa préférence pour un cycle de CdP de trois ans complétée par une réunion annuelle du groupe de travail tenue immédiatement après l'OSASTT. Préoccupée par la perte de la dynamique, l'INDE, appuyée par le MEXIQUE, a exprimé sa préférence pour le maintien des réunions biennales de la CdP avec deux réunions intersessions de l'OSASTT. GRENADÉ a proposé de ne pas modifier la périodicité des réunions. Flasbarth, le président, a encouragé une discussion informelle sur la périodicité des réunions et a invité le secrétariat à préparer un projet de recommandation sur cette question. Le LIBERIA a attiré l'attention sur deux récents projets, du FEM visant à aider les pays les moins avancés et les petits États insulaires à préparer leurs rapports nationaux. L'UE a salué le projet de directives sur le format des rapports nationaux, soulignant que ces lignes directrices bénéficieront des suggestions des parties soumises avant la CdP-10.

### DANS LES CORRIDORS

Une journée chaude et ensoleillée attendait les délégués à leur retour à Gigiri pour s'attaquer à un autre ordre du jour chargé. Grâce au leadership efficace de la présidence, l'optimisme se répandait dans la salle de conférence alors que délégués naviguaient à travers le premier round de discussions sur les points de l'ordre du jour relatifs aux objectifs de la période post-2010 en matière de biodiversité. Mais avec plusieurs groupes de contact et des calendriers en attente, certains délégués ont mis en garde contre d'éventuelles séances nocturnes à venir. Au-delà des débats officiels, les délégués se sont demandé si le WGRI réussira à conduire un «débat scientifique» sur les objectifs de la biodiversité, ou s'il succombera à un "débat plus politique". Avec les négociations internationales sur le régime ABS qui planent sur la réunion comme les nuages de cendres sur l'Europe, la communication Nord-Sud semble menacée à plus d'un titre.